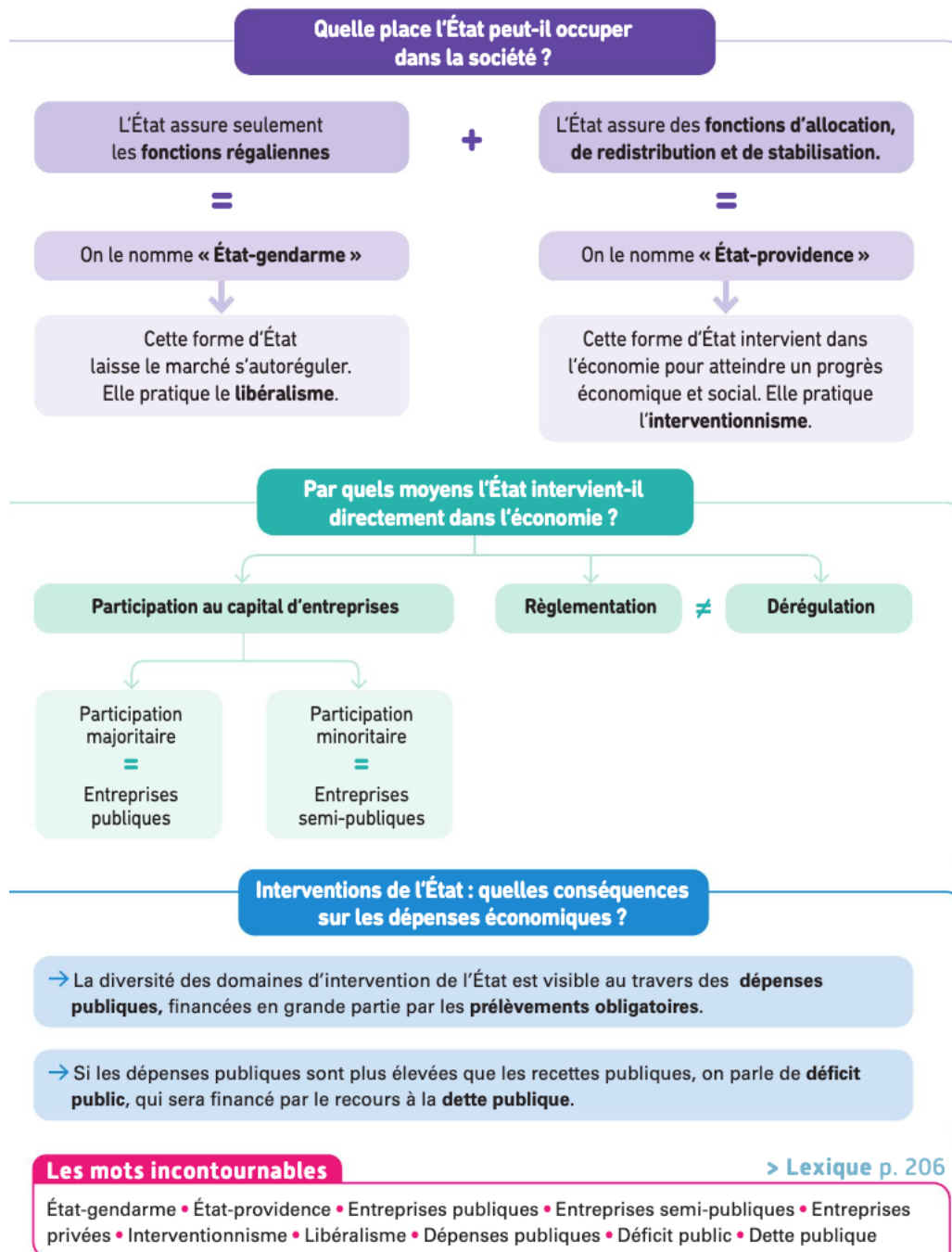


REVISIONS ECONOMIE

L'intervention de l'Etat dans l'économie

L'intervention de l'État dans l'économie



Les défaillances du marché et de l'Etat

Les défaillances du marché et de l'État

1

Dans quels cas le marché est-il défaillant ?

En théorie, le libre fonctionnement du marché permet d'atteindre la croissance économique et le bien-être collectif.

Si le marché n'atteint pas ces objectifs, on parle de **défaillances du marché**



Ces défaillances du marché empêchent une allocation efficace des ressources entre les agents. Les pouvoirs publics doivent intervenir.

2

L'intervention de l'État : la solution aux défaillances du marché ?

L'État intervient de différentes façons pour **corriger les défaillances du marché**



Attention ! L'État n'est pas toujours la solution optimale car lui aussi connaît des défaillances : manque de stratégie à long terme, frein au pouvoir d'achat des ménages, lourdeur bureaucratique, etc.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Défaillances du marché • Asymétrie d'information • Externalités • Biens publics • Biens communs • Défaillances de l'État

Les politiques économiques de l'Etat

Les politiques économiques de l'État

1

Pourquoi l'État doit-il définir des politiques économiques ?

L'État définit des politiques économiques en réponse aux différentes phases des cycles économiques :
Expansion – Crise – Récession – Reprise

Les politiques procycliques

Elles épousent le cycle économique au cours duquel elles sont décidées.

Les politiques contracycliques

Elles vont à l'encontre du cycle économique au cours duquel elles sont décidées.

2

Les politiques conjoncturelles : une réponse à court terme aux fluctuations économiques

La politique budgétaire

L'État, via notamment les taxes et les impôts, engrange des recettes, ce qui lui permet ensuite d'investir dans les domaines de son choix.

La politique monétaire

Dans les pays de l'Union européenne, celle-ci dépend principalement de la Banque centrale européenne. En faisant varier son taux directeur, elle peut rendre l'accès à l'emprunt plus ou moins facile et contrôle ainsi l'inflation.

3

Les politiques structurelles : une réponse à long terme aux fluctuations économiques

But

Instaurer un climat propice sur le long terme à la croissance économique.

Pour mettre en œuvre ces politiques, l'État dispose de **nombreux outils** : mise en place de programmes (ex : French Tech pour les start-up), de nouveaux dispositifs légaux (ex : la rupture conventionnelle collective), de plans nationaux (ex : le plan France Très Haut Débit), politiques de la concurrence, etc.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Fluctuations et cycles économiques (expansion, récession, dépression, crise, reprise) •
Politique contracyclique • Politique budgétaire • Politique monétaire • Politiques de la concurrence

Les politiques économiques de l'Europe

Les politiques économiques de l'Europe

1

Processus d'intégration européen :
une politique monétaire unique pour la zone euro

Institution concernée
Cette politique est entre les mains de la **Banque centrale européenne**.

Objectifs

- **La stabilité des prix** : inflation maintenue en dessous de 2 % par an.
- **Garantir un niveau de masse monétaire** propice au bon fonctionnement de l'économie

Moyens d'action

- **Le taux d'intérêt directeur**
 - S'il baisse, cela facilite le crédit, ce qui favorise la croissance.
 - S'il est en hausse, cela limite le crédit, et donc l'inflation.
- **Le total de son bilan**, c'est-à-dire le montant des prêts accordés par la BCE aux banques.
- **Le contrôle de la masse monétaire** en circulation dans l'Union européenne

2

Processus d'intégration européen :
des politiques budgétaires nationales, encadrées par des règles communes

Règles communes
Des critères de convergence encadrent et limitent la politique budgétaire de chaque État :

- **Déficit budgétaire** : moins de 3 % du PIB
- **Dettes publiques** : moins de 60 % du PIB

Objectifs

- **La croissance**
- **L'emploi**

Moyens d'action

- **Les recettes de chaque État** via, principalement, les impôts.
- **Les dépenses de chaque État** : dépenses sociales, aides publiques, investissements.
- **L'emprunt**

3

L'Union européenne se donne pour mission de **soutenir certains territoires et certains secteurs**

4

Elle doit affronter certains défis, comme la **mise en place d'une politique budgétaire commune** à ses différents membres

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Banque centrale européenne • Taux directeur • Politique budgétaire • Politique monétaire • Critères de convergence • Processus d'intégration européen

Les politiques sociales

Les politiques sociales

1

Quels sont les objectifs de la politique sociale ?

Réduire les inégalités socio-économiques

Réduire la pauvreté

Protéger les individus contre les risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage, etc.)

2

Pour atteindre ces objectifs, la politique sociale se fonde sur deux principes de redistribution...

Redistribution horizontale

Son but : couvrir les risques sociaux auxquels nous pouvons tous être confrontés, quel que soit notre niveau de revenu.

Redistribution verticale

Son but : transférer du pouvoir d'achat pour limiter les inégalités de revenus et promouvoir la justice sociale.

... en suivant deux logiques différentes.

Logique d'assurance

Seuls ceux qui ont cotisé peuvent être couverts : pension retraite, allocation chômage, etc.

Logique d'assistance

Elle regroupe les dispositifs d'aides publiques auxquels les individus ont accès sans nécessairement avoir participé à leur financement. Elle repose donc sur la solidarité.

3

Pour financer sa politique sociale, l'État utilise la fiscalité...

Prélèvements obligatoires

Taxes et impôts, dont l'impôt sur le revenu qui est progressif

Cotisations sociales

...et reverse les sommes ainsi récoltées, sous la forme de...

Prestations sociales pécuniaires

Allocations chômage, pensions retraite, etc.

Services sociaux

Établissements publics d'enseignement, hôpitaux publics, etc.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Inégalités socio-économiques • Redistribution horizontale • Redistribution verticale • Protection sociale • Logique d'assurance • Logique d'assistance • Impôts • Cotisations sociales • Progressivité des prélèvements obligatoires

Activité et chômage

Activité et chômage

1

Qu'est-ce que le chômage ?

→ Le chômage est défini, selon le Bureau international du travail, par **3 éléments**.

Être sans emploi

Être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours

Avoir cherché activement un emploi

→ Le chômage peut avoir des **causes** différentes.

Chômage conjoncturel : il est lié à la conjoncture économique, et pour cela, il est temporaire.

Chômage structurel : les compétences et les profils des demandeurs d'emploi ne correspondent pas aux offres d'emploi.

Chômage volontaire : certaines personnes sans emploi ne souhaitent pas travailler aux conditions qu'on leur propose.

Chômage involontaire : certaines personnes seraient prêtes à travailler aux conditions qu'on leur propose, mais ne trouvent pas de travail.

Chômage de plein-emploi : période de chômage que traversent certains individus quand ils changent d'emploi ou viennent de terminer leurs études.

2

Comment mesure-t-on le chômage et l'emploi ?

→ On mesure le chômage et l'emploi en calculant leur taux.

Taux de chômage = (nombre de chômeurs/nombre d'actifs) x100

Taux d'emploi = (nombre de personnes ayant un emploi/population active) x100

→ Mesurer le chômage et l'emploi est cependant une tâche difficile.

Les méthodes de calcul varient : celle du Pôle Emploi diffère de celle du Bureau international du travail.

Certains emplois sont précaires, à temps partiel...

Certains personnes sont à la frontière du chômage : personnes découragées, qui ne recherchent plus d'emploi, personnes malades ou invalides, etc.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Chômage • Chômage de plein-emploi • Chômage structurel et conjoncturel •
Chômage volontaire et involontaire • Chômage classique • Le taux de chômage • Le taux d'emploi

L'offre et la demande de travail

L'offre et la demande de travail

1

Les déterminants de l'offre de travail

Les individus mettent à disposition des entreprises leur force de travail : c'est ce qu'on appelle l'**offre de travail**.

Au niveau individuel

L'offre de travail dépend des conditions de travail proposées par les employeurs : salaire, jours de congé, chèques-restaurants, etc.

Au niveau national

L'offre de travail dépend de la population active : est-elle en hausse, en baisse ? Quelles sont les qualifications des travailleurs qui la composent ?

2

Les déterminants de la demande de travail

La **demande de travail** émane des entreprises : elles recherchent du travail, c'est-à-dire des travailleurs auxquels elles proposent des emplois. Elle dépend de 4 facteurs.

La demande pour le produit

L'efficacité du travail, en d'autres termes la productivité

La substituabilité entre travail et capital

Le coût du travail

3

L'offre et la demande sur le marché du travail fixe le niveau d'emploi et le salaire

Le niveau d'emploi dépend de l'offre et de la demande de travail : les conditions de travail proposées par les employeurs conviennent-elles aux travailleurs ? Les qualifications des travailleurs correspondent-elles bien à ce que recherchent les employeurs ?

Le niveau de salaire dépend de l'offre et de la demande de travail : si les salaires sont trop bas, les travailleurs risquent, dans certains secteurs, de se faire rares et les employeurs seront amenés à augmenter les salaires. À l'inverse, l'abondance de travailleurs disponibles peut faire baisser les salaires.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Demande de travail • Offre d'emploi • Demande d'emploi • Offre de travail • Population active • Plein emploi • Sous-emploi • Productivité • Substituabilité entre le travail et le capital • Coût du travail

Les politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi

1

Quels sont les deux grands types de politiques économiques face au chômage conjoncturel ?

La politique budgétaire

Les États augmentent leurs dépenses publiques pour favoriser l'emploi, par exemple en embauchant des fonctionnaires.

Attention ! Les dépenses publiques ne peuvent pas être augmentées sans limite.

La politique monétaire

Les banques centrales telles que la BCE pour la zone euro gèrent la politique monétaire. Elles ont **deux missions**.

Veiller à la stabilité des prix

Soutenir l'activité économique, notamment en développant le crédit grâce à une baisse des taux d'intérêt.

2

Quelles politiques permettent de lutter contre le chômage structurel ?

Les politiques actives de l'emploi

Leur but ?
Faciliter le retour des chômeurs à l'emploi et en particulier ceux qui en sont le plus éloignés.

Comment ?
En corrigeant les imperfections du marché du travail.

Les politiques passives de l'emploi

Leur but ?
Réduire les conséquences négatives que peut avoir le chômage sur la population.

Comment ?
Par exemple
• En indemnisant temporairement les chômeurs,
• En permettant aux personnes proches de la retraite et dont les qualifications sont peu recherchées de partir à la retraite plus jeunes, afin d'éviter une longue période de chômage.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Les politiques actives de l'emploi • La politique budgétaire • La politique monétaire •
Les politiques passives de l'emploi

La mondialisation de l'économie

La mondialisation de l'économie

1

Comment le commerce mondial s'est-il transformé ?

Un contexte favorable aux échanges internationaux...

- Une ouverture des frontières
- Une baisse du coût des transports et des communications
- La recherche d'économies d'échelle de la part des entreprises

... qui se traduit par un essor très net du commerce international...

... mesuré au niveau d'un pays par la balance des biens et des services

- Cette balance recense l'ensemble des exportations et importations réalisées par un pays :
- Si les exportations sont supérieures aux importations = balance excédentaire.
 - Si les importations sont supérieures aux exportations = balance déficitaire.

2

Quel est le nouveau visage des échanges internationaux ?

Processus de production internationalisé

Répartition de la production entre différents pays

Augmentation des échanges des produits intermédiaires

Spécialisation des pays qui prennent en charge un segment de production

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Importations • Exportations • Segmentation • Produits intermédiaires • Produits finis • Balance des biens et des services • Division internationale du processus productif (DIPP)

Les investissements directs à l'étranger

Les investissements directs à l'étranger

1

Commerce mondial : quel rôle jouent les investissements directs à l'étranger (IDE) ?

Les IDE sont à l'origine de la création des **firmes multinationales**, c'est-à-dire des entreprises implantées dans plusieurs pays.

Les IDE sont de **différentes natures**

- Création, développement ou rachat d'une filiale à l'étranger,
- Participation ou rachat d'une entreprise étrangère.

Les IDE ont **différentes motivations**

- Réduction des coûts de production,
- Conquête de nouveaux marchés, etc.

Les IDE permettent de **mesurer l'attractivité économique d'un pays**.

Cet indicateur est partagé par l'ensemble des pays.

Il retrace l'ensemble des opérations d'investissements réalisés par un pays au cours d'une période.

Il permet de comparer les pays entre eux et de mesurer l'évolution de leur situation économique.

2

Quelles sont les conséquences des investissements directs à l'étranger (IDE) ?

Les **effets** des IDE sur les pays sont ambivalents.

Effets positifs

→ Pour le pays d'accueil :

- Croissance économique,
- Création d'emplois,
- Transferts de technologie.

Effets négatifs

→ Pour le pays d'origine :

- Perte d'emplois,
- Précarisation des conditions de travail.

→ Pour le pays d'accueil :

- Précarisation des conditions de travail,
- Activités potentiellement nuisibles pour l'environnement.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Investissement direct à l'étranger (IDE) • Firms multinationales (FMN) • Transfert de technologie

Les politiques commerciales divergentes

Des politiques commerciales divergentes

1

Quels sont les effets du commerce mondial ?

Les avantages

- Baisse des prix
- Diminution des inégalités entre les pays
- Lutte contre la pauvreté
- Facteur de croissance mondiale

Les limites

- Accroissement des inégalités économiques à l'intérieur des pays
- Intensification de la concurrence
- Maintien de certains pays en dehors des échanges

2

Quelles politiques commerciales peut-on mettre en place pour contrôler les échanges ?

Des politiques commerciales divergentes

Politique d'ouverture aux échanges

- Suppression de certains droits de douane
- Assouplissement des réglementations
- Élimination des restrictions quantitatives à l'importation ou l'exportation.

Politique protectionniste

- Instauration d'obstacles non tarifaires
- Mise en place de politiques de quotas
- Augmentation des droits de douane.

Les mots incontournables

Droits de douane • Restrictions quantitatives à l'importation • Barrières non tarifaires • Libre-échange
Protectionnisme • Autarcie

> Lexique p. 206

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

1

Quel est le rôle de l'OMC ?

Lutter contre les mesures protectionnistes et développer les échanges internationaux pour favoriser la croissance mondiale

Limiter les **barrières tarifaires**, c'est-à-dire, principalement, les droits de douane

Limiter les **barrières non tarifaires**, c'est-à-dire, principalement, les normes

2

Comment fonctionne l'OMC ?

Les accords de l'OMC répondent à des principes qui définissent les **règles du commerce mondial**

Clause de la nation la plus favorisée (NPF)

Pour l'échange d'un même bien ou service, les conditions les plus favorables obtenues par un pays membre devront être appliquées aux autres pays

Principe du traitement national

Tout bien ou service importé devra recevoir un traitement identique à ceux produits sur le territoire

Principe de réciprocité

Tout traitement préférentiel ou avantage accordé à un pays tiers devra l'être aussi aux autres pays

Quel est le rôle de l'organe de règlement des différends ?

L'organe de règlement des différends est une **juridiction spécialisée**

Il permet de **régler les conflits commerciaux** entre les pays membres de l'OMC

Il dispose d'un **pouvoir de sanction**

Il a pour but de **réduire les obstacles au commerce international**

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Organisation mondiale du commerce (OMC) • Libre-échange • Protectionnisme •
Clause de la nation la plus favorisée • Principe de réciprocité • Principe du traitement national •
Cycle de négociation • Organe de règlement des différends

Imaginer une croissance économique

Imaginer une croissance soutenable

1

La croissance aujourd'hui

La croissance correspond à **une augmentation des biens et services** produits dans une économie lors d'une période de référence.

Elle se mesure grâce au taux d'évolution du PIB en volume et en valeur.

Elle permet de comparer les pays sur un plan économique.

Ses moteurs sont :

- La productivité des facteurs de production.
- Le progrès technique.
- Les investissements des entreprises.
- Les incitations mises en place par l'État.

2

Quelles sont les limites de notre modèle actuel de croissance ?

L'épuisement des ressources non-renouvelables

La surconsommation des ressources renouvelables

La pollution

Le dérèglement climatique

3

Vers de nouveaux modèles économiques ?

L'économie collaborative

L'économie circulaire

L'économie sociale et solidaire (ESS)

Ces différents modèles tendent à favoriser un développement durable.

Les mots incontournables

> Lexique p. 206

Les mots incontournables • La croissance • Les ressources renouvelables • Les ressources non-renouvelables • Le développement durable • Le progrès technique • L'innovation • Les droits de propriété • L'économie circulaire • L'économie collaborative • L'économie sociale et solidaire (ESS)

Réduction de la pauvreté : le rôle de l'éducation

Réduction de la pauvreté : le rôle de l'éducation

1

Qu'appelle-t-on pauvreté aujourd'hui ?

Pauvreté absolue

Elle représente le niveau de vie minimum en dessous duquel il est impossible de satisfaire ses besoins vitaux (1,90 dollar par jour).

→ Elle est en baisse dans le monde

Pauvreté relative

Elle évalue le revenu en dessous duquel la personne est considérée comme pauvre, relativement à la société dans laquelle elle vit (Ex: en France, 1 041 euros par mois pour une personne seule).

→ Elle est en hausse, notamment dans les pays développés

2

Sortir de la pauvreté par l'éducation ?

L'éducation

Elle contribue à réduire la pauvreté en améliorant :

- Le niveau de qualification,
- Les revenus,
- La croissance,
- La contribution au développement durable.

Elle est un bien public mondial car elle regroupe trois critères :

- La non-exclusivité,
- La non-rivalité,
- La dimension internationale.

Quels sont les défis rencontrés aujourd'hui dans la lutte contre la pauvreté par l'éducation ?

L'engagement des États dans un service public d'éducation performant.

Les inégalités sociales des pays en développement, comme le taux de scolarisation des filles et des garçons.

Les inégalités de destin dans les pays développés.

La coopération internationale, pour soutenir les pays en développement et diffuser les savoirs.

Les mots incontournables

Pauvreté absolue • Pauvreté relative • Bien public mondial

> Lexique p. 206

LEXIQUE

A

Asymétries d'information : déséquilibre d'informations entre deux parties. Une partie dispose de plus d'informations que l'autre.

B

Balance des biens et des services : document qui retrace l'ensemble des marchandises exportées et importées par un pays.

Barrières non tarifaires : mesures protectionnistes n'impactant pas le prix des importations mais destinées à les limiter (procédures douanières complexes, normes sanitaires, etc.).

Banque centrale européenne (BCE) : cette institution gère l'euro. Elle élabore et met en œuvre la politique économique et monétaire de l'Union européenne.

Bien commun : bien consommable par tous sans exclusion (principe de « non-exclusion »).

Bien public : bien dont la consommation des uns n'altère pas celle des autres (principe de « non-rivalité ») et consommable par tous (principe de « non-exclusion »).

Bien public mondial : bien public non rival et non exclusif à caractère mondial qui nécessite une coopération internationale (ex : maintien de la paix, lutte contre le réchauffement climatique, etc.).

C

Cartel : entente conclue entre entreprises de même secteur dans le but de limiter la concurrence, de contrôler le marché et de maximiser leurs profits. Les cartels sont interdits dans l'Union européenne.

Chaîne de valeur : elle représente, pour une entreprise, l'ensemble des activités qui lui permettent de créer de la valeur.

Chômage : inactivité forcée due au manque de travail, d'emploi. Pour qu'un individu soit considéré comme chômeur, il doit avoir au moins 15 ans, être sans emploi, rechercher un emploi activement et être disponible immédiatement pour travailler. Une personne chômeuse appartient à la population active.

Chômage conjoncturel : chômage temporaire dû à une dégradation ou à une insuffisance de l'activité économique. Il peut donc fortement se réduire lorsque la conjoncture économique s'améliore avec ou sans l'aide de l'État.

Chômage de plein-emploi : désigne la courte période d'inactivité traversée par des individus changeant de travail ou quittant les études pour la vie active.

Chômage involontaire : cette forme de chômage correspond à la situation dans laquelle des personnes, qui seraient prêtes à travailler dans les conditions et au salaire qu'on leur propose, ne trouvent pas de travail.

Chômage structurel : chômage dû à l'inadéquation entre les offres d'emploi et les demandes d'emploi.

Chômage volontaire : cette forme de chômage correspond à la situation dans laquelle des personnes ne souhaitent pas travailler aux conditions qu'on leur propose.

Coefficient multiplicateur : lorsque l'investissement augmente, le revenu augmente en fonction. C'est un élément majeur de la théorie keynésienne.

Concurrence « pure et parfaite » (CCP) : situation d'équilibre, idéale et purement théorique, du marché. La CCP remplit 5 conditions : transparence du marché, atomisticité des acteurs, libre accès au marché, homogénéité des produits, mobilité des facteurs.

Contraintes légales et conventionnelles : les conditions dans lesquelles on emploie des travailleurs doivent respecter les lois et les conventions collectives signées d'un commun accord par les syndicats des travailleurs et ceux des employeurs.

Cotisations sociales : versement obligatoire effectué par les salariés et les employeurs pour financer certaines prestations sociales.

Croissance : augmentation des richesses produites dans un pays sur une période donnée. Elle se mesure à l'aide du taux de variation du PIB.

Crise : point de passage entre une phase d'expansion et une phase de récession/dépression. Les indicateurs économiques se dégradent.

Critères de convergence : critères encadrant et limitant la politique budgétaire de chaque État de l'Union européenne. Le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du PIB ; la dette publique ne doit pas dépasser moins de 60 % du PIB.

Cycle de négociation : processus de négociation entre pays impliqués dans des accords multilatéraux, dans le but de faciliter le développement du commerce mondial.

Cycle économique : fluctuation de l'activité économique au cours d'une période donnée. On distingue 4 phases : croissance, récession/dépression, crise, reprise.

D

Défaillances de l'État : situations dans lesquelles l'intervention ou le manque d'intervention de l'État dérègle le fonctionnement normal du marché.

Défaillances du marché : situations dans lesquelles le marché seul échoue à répartir de manière optimale les ressources.

Déficit public : situation dans laquelle l'État dépense plus que ce qu'il perçoit.

Demande anticipée : anticipant leurs futures ventes, les producteurs fixent un niveau de production pour répondre à la future demande. Ce faisant, ils sont également susceptibles d'ajuster leur niveau d'emploi, et d'embaucher plus de personnel en prévision d'une hausse de la production.

Demande d'emploi : elle émane des travailleurs, qui recherchent un emploi.

Demande de travail : elle émane des entreprises qui souhaitent recruter des travailleurs pour produire.

Dépenses publiques : ensemble des dépenses réalisées par les administrations publiques.

Dépression : phase du cycle économique lors de laquelle l'activité diminue durablement. Le PIB baisse au cours de cette phase.

Dette publique : ensemble des emprunts contractés par l'État pour financer ses déficits successifs.

Dette souveraine : dette d'un État, dette publique.

Dérégulation : suppression de normes, de lois, de règles sur un marché.

Développement durable : « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité, pour les générations futures, de pouvoir répondre à leurs propres besoins », Commission mondiale pour l'environnement et le développement de l'ONU (1987).

Droits de douane : taxe sur les importations adossée généralement à leur valeur et exprimée en pourcentage. Les droits de douane augmentent le prix de vente final des produits importés et favorisent les produits nationaux.

Droits de propriété industrielle : protection et valorisation des inventions, innovations, marques, brevets, dessins et modèles, etc. Cela permet de protéger la création et d'en tirer un revenu exclusif.

E

Économie circulaire : modèle économique dont l'objectif est de produire des biens et des services de manière durable, notamment grâce à la valorisation des déchets.

Économie collaborative : modèle économique basé sur le partage. Ce modèle repose sur l'échange de biens ou services, sans contrepartie monétaire (volontariat, trocs) ou avec contrepartie monétaire (vente, location) via une plateforme numérique de mise en relation (application par exemple).

Économie sociale et solidaire (ESS) : branche de l'économie dans laquelle les acteurs (entreprises, associations, fondations, coopératives) ne recherchent pas l'enrichissement personnel mais la solidarité et le partage, à travers la mise en œuvre de principes et de valeurs (utilité sociale, ancrage local, gestion démocratique, etc.).

Entreprise privée : entreprise dont le capital est détenu à 100 % par des acteurs privés.

Entreprise publique : entreprise dont l'État est actionnaire majoritaire.

Entreprise semi-publique : entreprise dont l'État est actionnaire minoritaire.

État-gendarme : État qui n'assure que les fonctions régaliennes.

État-providence : État qui, en plus des fonctions régaliennes, assure des fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation des richesses.

Expansion : phase du cycle économique où l'activité s'accroît. Le PIB augmente donc au cours de cette phase.

Exportation : vente d'un produit réalisé sur le territoire national à un agent résidant à l'étranger.

Externalités : situations dans lesquelles l'activité d'un agent économique a des répercussions (positives ou négatives) sur le bien-être d'un autre, sans que cela fasse l'objet d'une contrepartie marchande.

F

Firme multinationale : entreprise qui possède ou contrôle des entreprises implantées dans plusieurs pays.

Fonctions régaliennes : fonctions indispensables au bon fonctionnement d'un pays (armée, police, justice, émission de la monnaie).

Fonds européens : ensemble de fonds finançant les projets des États membres de l'Union européenne dans des domaines précis.

I

Importation : achat par un agent résidant sur le territoire national d'un produit fabriqué à l'étranger.

Impôts : versement effectué à titre obligatoire par les ménages et les entreprises pour financer les dépenses publiques. On distingue les impôts sur le revenu, versés par les ménages, et les impôts sur les sociétés, versés par les entreprises.

Inégalités socio-économiques : résultat d'une distribution inégalitaire des ressources matérialisé par des différences de situations entre individus.

Interventionnisme : doctrine qui privilégie une intervention de l'État pour corriger les inégalités issues du fonctionnement du marché.

Investissement direct à l'étranger (IDE) : investissement qui a pour but de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger. Il peut également être réalisé en vue d'exercer le contrôle sur la gestion d'une entreprise étrangère.

L

Libéralisme : doctrine qui revendique le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Logique d'assistance : ensemble des prestations sociales versées par solidarité et sans contrepartie à une catégorie d'individus soumis à certains risques sociaux. Ces dispositifs sont financés par l'impôt.

Logique d'assurance : ensemble des mécanismes de protection sociale répondant à une logique de contribution (paiement de cotisations sociales) ouvrant droit à une rétribution (versement d'une prestation).

Loi de l'offre et de la demande : loi selon laquelle l'offre et la demande s'équilibrent naturellement pour définir les prix et les quantités échangées sur un marché.

M

Marché unique européen : espace économique européen de libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux.

Missions de l'OMC : garantir la régulation mondiale des échanges de biens et services grâce à la négociation d'accords commerciaux entre les États, l'apport d'une assistance aux pays en développement et le règlement des litiges commerciaux entre ses membres.

Monnaie unique : monnaie partagée par plusieurs États et remplaçant les monnaies desdits États. C'est le cas, par exemple, de l'euro, qui a cours dans 19 pays européens.

Monopole : un seul offreur répond à la demande d'un grand nombre d'acheteurs potentiels.

N

Négociations salariales : elles peuvent être individuelles ou collectives. Si elles sont collectives, elles sont menées par des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, au niveau de la branche ou de l'entreprise. Elles aboutissent à une convention collective.

O

Offre d'emploi : elle émane des entreprises, qui « offrent » des emplois à des travailleurs.

Offre de travail : elle émane des travailleurs, qui fournissent aux entreprises un travail en échange d'une rémunération.

Oligopole : quelques grandes entreprises répondent à la demande d'un grand nombre d'acheteurs potentiels.

Organisation mondiale du commerce (OMC) : elle a pour mission de réguler les échanges mondiaux de biens et services en limitant les politiques protectionnistes de ses pays membres.

Organe de règlement des différends (ORD) : l'organe de règlement des différends de l'OMC permet de régler les litiges commerciaux entre les États membres.

P

Pauvreté absolue : niveau de revenu en dessous duquel il est impossible de satisfaire des besoins considérés comme vitaux (nourriture, logement, etc.).

Pauvreté relative : s'établit par comparaison avec le niveau de vie du pays où la personne vit. Une personne sera considérée comme pauvre si elle gagne moins de 60 % du revenu médian.

Plein-emploi : situation dans laquelle presque tous les individus actifs souhaitant travailler auraient un emploi.

Politiques actives de l'emploi : elles ont pour but d'améliorer le marché du travail — considéré comme trop imparfait — et de faciliter le retour à l'emploi des chômeurs, en particulier ceux qui en sont le plus éloignés.

Politique budgétaire : politique économique qui s'appuie sur le budget de l'État. Les instruments de cette politique sont les recettes (taxes, impôts, etc.) et les dépenses, sous la forme d'investissements publics dans certains secteurs.

Politique conjoncturelle : politique économique de l'État visant à réguler à court terme l'activité économique.

Politique contracyclique : politique économique qui va à l'encontre du cycle, notamment pour contrer un indicateur défavorable à cet instant du cycle.

Politique d'autarcie : politique commerciale ayant pour but l'autosuffisance d'un pays, tout en le tenant à l'écart du commerce international.

Politiques de la concurrence : politique économique structurelle visant à assurer une concurrence loyale entre les entreprises. L'objectif est de permettre un bon fonctionnement des marchés (innovation, prix justes, etc.) et de protéger les consommateurs de manœuvres frauduleuses (ententes).

Politiques de relance : elles ont pour principe d'utiliser le budget de l'État pour dynamiser une économie, soit en investissant dans celle-ci en construisant une route par exemple, soit en embauchant directement des fonctionnaires, etc.

Politique monétaire : ensemble de mesures visant à agir sur la masse monétaire en circulation dans un espace donné, notamment pour maîtriser l'inflation (la hausse des prix). En Europe, c'est la Banque centrale européenne qui conçoit et met en œuvre la politique monétaire.

Politiques passives de l'emploi : elles visent à réduire le plus possible les conséquences négatives que pourrait avoir le chômage sur une population, par exemple en donnant une rémunération temporaire aux chômeurs.

Politique procyclique : politique économique qui suit la tendance du cycle économique. Ex : un plan d'austérité en période de récession.

Politique protectionniste : politique commerciale visant à restreindre les importations et à protéger l'activité productive nationale de la concurrence internationale.

Population active : tous les individus en âge de travailler, exerçant une activité professionnelle ou en recherchant une, activement et immédiatement.

Processus d'intégration européenne : transfère par un État d'une partie de sa souveraineté, de son pouvoir, aux institutions européennes.

Produit fini : bien prêt à être consommé.

Produit intermédiaire : bien qui sera transformé et inclus dans la production d'un autre bien, ou détruit après avoir joué son rôle dans le processus de production.

Progressivité des prélèvements obligatoires : principe de mise en œuvre d'un taux d'imposition évolutif et proportionnel aux revenus.

Protection sociale : ensemble des mécanismes et dispositifs mis en place par un État-providence pour permettre à une population de se protéger contre certains risques sociaux.

Politique structurelle : politique économique de l'État visant à assurer le bon fonctionnement de l'économie sur le long terme, en adaptant et transformant ses structures aux nouveaux besoins.

R

Récession : phase du cycle économique où l'activité ralentit après avoir atteint son apogée. Le PIB augmente moins rapidement voire stagne au cours de cette phase.

Redistribution horizontale : mécanisme de compensation des risques sociaux par une logique d'assurance et de paiement des cotisations.

Redistribution verticale : mécanisme modifiant la répartition des revenus pour réduire les inégalités économiques.

Réglementation : action de normaliser, de cadrer un marché, un secteur grâce à sa législation.

Reprise : point de passage entre une phase de récession/dépression et une phase d'expansion. Les indicateurs économiques s'améliorent.

Ressources non renouvelables (ou épuisables) : ressources naturelles dont le stock est limité et ne peut être renouvelé (ex : charbon, pétrole, etc.).

Ressources renouvelables : ressources naturelles inépuisables, pourvu que les stocks se renouvellent plus vite qu'ils ne sont consommés (ex : vent, eau, etc.).

Restrictions quantitatives à l'importation : mise en place de quotas à l'importation ou l'exportation pour limiter les quantités de biens ou services arrivant ou sortant d'un territoire.

S

Salaires minimum : dans certains pays comme la France, la loi impose un salaire minimum légal. La rémunération d'un salarié ne peut être inférieure à ce minimum légal.

Segmentation : elle consiste pour une entreprise à décomposer sa production en différentes étapes. L'entreprise peut faire réaliser chacune de ces étapes dans un lieu différent.

Sous-emploi : situation dans laquelle la population d'un pays connaît un fort chômage ou une inactivité subie totalement ou partiellement.

T

Taux d'activité : il correspond au pourcentage de personnes actives dans l'ensemble de la population en âge de travailler. Il se calcule grâce à la formule suivante : Taux d'activité = (population active/population totale de 15 à 64 ans) x100.

Taux de chômage : le taux de chômage correspond au pourcentage d'actifs qui sont au chômage. Il se calcule ainsi : Taux de chômage = (nombre de chômeurs/population active) x100

Taux d'emploi : le taux d'emploi correspond au pourcentage de personnes ayant un emploi parmi toutes les personnes de 15 à 64 ans. Il se calcule ainsi : Taux d'emploi = (nombre de personnes ayant un emploi/population de 15 à 64 ans) x100

Taux directeur : c'est le taux auquel la Banque centrale européenne prête de l'argent aux banques des différents pays de l'Union européenne. En faisant varier ce taux, elle rend le crédit plus ou moins accessible, et maîtrise ainsi la masse monétaire en circulation dans l'Union européenne.

Total du bilan de la Banque centrale européenne (BCE) : total des actifs que possède la banque, et donc, notamment, de l'ensemble des prêts accordés par la BCE aux banques.

Transfert de technologie : une technologie, une connaissance, un savoir-faire est transféré du monde universitaire vers le monde de l'industrie, d'une entreprise vers une autre, d'un pays à un autre, etc.

FORMULES DE MATHS A CONNAITRE

Effectuer des calculs simples

Les textes économiques contiennent souvent des informations chiffrées, qu'il est important de pouvoir interpréter correctement.

1. Calculer des valeurs

- **Valeur moyenne**

La valeur moyenne se calcule sur une période donnée.

Exemple

Un magasin accueille 2 000 clients par jour pour 10 heures d'ouverture.

↳ La valeur moyenne est de 200 clients par heure (2 000/10)

Ce calcul répond à la question :

« En moyenne, combien de clients viennent chaque heure dans ce magasin ? »

Par exemple utile à un manager, qui voudrait adapter le nombre de caisses ouvertes en fonction du nombre de clients.

- **Valeur marginale**

La valeur marginale correspond à une unité supplémentaire.

Exemple

Le magasin ouvre 1h de plus. Il accueille désormais 2 255 pour 11 heures d'ouverture.

↳ La valeur marginale est de 255 clients (2 255-2 000) pour 1h (11h-10h).

Ce calcul répond à la question : « Que me rapporte une heure d'ouverture supplémentaire ? »

Par exemple utile à un manager qui s'interrogerait sur l'opportunité d'étendre les horaires d'ouverture du magasin dont il s'occupe.

2. Calculer des pourcentages

Un pourcentage mesure la part d'un sous-ensemble dans un ensemble.

Exemple

Dans une classe de 32 élèves, il y a 17 filles.

Le pourcentage de filles dans cette classe est de $\frac{17}{32} \times 100 = 53,12\%$

Calculer des pourcentages est notamment utile pour se rendre compte de la composition d'un ensemble : combien d'hommes et de femmes emploie telle grande entreprise ? Quelle est la part des produits bio achetés par la clientèle d'un magasin ? Ces calculs permettent de visualiser une situation, et de prendre des décisions pertinentes.

Exemples de pourcentage couramment calculés en économie

- La taux de chômage dans la population active
- La part des actifs dans la population totale

3. Calculer une évolution (ou une « variation »)

Exemple

Les recettes liées à la TVA (en milliards d'euros)	Budget 2018	Budget 2019
Take sur la valeur ajoutée (TVA)	154,564	129,182

Si l'on veut calculer l'évolution globale des recettes nettes du budget de l'État entre 2018 et 2019, on peut effectuer deux types de calculs.

→ La soustraction

Ce calcul nous donne une évolution « brute », en valeur. C'est la différence entre la valeur d'une grandeur à une date (valeur de départ) et la valeur de cette même grandeur à une date plus récente (valeur d'arrivée) :

Variation = Valeur d'arrivée - Valeur de départ

Exemple

Évolution des recettes de TVA : 129,182 (valeur d'arrivée) - 154,564 (valeur de départ) = -25,382 milliards d'euros

→ Le taux d'évolution (ou « taux de variation »)

Le calcul du taux d'évolution nous donne une évolution en pourcentage.

Taux d'évolution = $\frac{\text{Valeur d'arrivée} - \text{Valeur de départ}}{\text{Valeur de départ}} \times 100$

Exemple

Taux d'évolution des recettes de TVA :

Recettes en 2019 - Recettes en 2018 $\times 100 = \frac{129,182 - 154,564}{154,564} \times 100 = -16,42\%$

Les recettes de la TVA ont donc baissé de 25,382 milliards d'euros, soit une baisse de 16 %. Ces calculs demandent interprétation : ces recettes ont-elles baissé parce que les Français ont moins consommé par exemple ?

Exemples de taux de variation couramment calculés en économie : le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation.

4. Autres calculs utiles

→ Le coefficient multiplicateur

C'est un coefficient qui, multiplié à la valeur de départ (VD), permet d'obtenir la valeur d'arrivée (VA).

Coefficient multiplicateur = $\frac{VA}{VD}$

→ L'indice

Un indice permet de comparer des évolutions dans le temps avec une même référence.

Indice (VA) = $\frac{\text{Valeur d'arrivée (VA)}}{\text{Valeur de référence}}$

L'Insee publie des indices, notamment l'indice des prix à la consommation ou du coût de la construction.

Exemple

	Année N (année de référence)	Année N + 1	Année N + 2
Chiffre d'affaires en milliers d'euros	1 600 000	1 520 000	1 680 000
Indice	100	95	105
Calcul		$95 = \frac{1 520 000}{1 600 000}$	$105 = \frac{1 680 000}{1 600 000}$

Ici la référence est l'année N. Tous les indices sont calculés par rapport à cette année N.

Liste des sujets tombés au bac :

Thème 1 : Quelles sont les grandes questions économiques et leurs enjeux actuels ?

1. Les politiques sociales sont-elles suffisantes pour lutter contre les inégalités ?
 2. L'intervention de l'État français permet-elle de protéger les biens communs ?
 3. La réduction des prélèvements obligatoires favorise-t-elle la croissance économique ?
 4. La rareté est-elle la seule cause du déficit commercial français ?
 5. Les actions de l'État sont-elles efficaces pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages ?
-

Thème 2 : Comment la richesse se crée-t-elle et se répartit-elle ?

1. Commentez l'évolution des dépenses publiques en France.
 2. Commentez la situation des finances publiques en France depuis 2018.
 3. Les dépenses publiques favorisent-elles la consommation ?
 4. Rappelez le lien entre déficit public et dette publique.
 5. Les mesures mises en œuvre par l'État pour corriger les inégalités socio-économiques.
-

Thème 3 : Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ?

1. Commentez les effets de la redistribution sur les revenus des ménages.
 2. Les inégalités socioéconomiques auxquelles sont confrontés les ménages.
 3. Les actions de l'État sont-elles efficaces pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages ?
 4. Rappelez la composition du revenu primaire des ménages.
-

Thème 4 : Quels modes de financement de l'activité économique ?

1. Les liens entre les firmes multinationales (FMN) et les investissements directs à l'étranger (IDE).
 2. L'implantation de firmes multinationales est-elle toujours favorable pour l'économie d'un pays ?
 3. La politique budgétaire de l'État est-elle efficace en temps de crise ?
 4. Les dépenses publiques favorisent-elles la consommation ?
-

Thème 5 : Les marchés des biens et services sont-ils concurrentiels ?

1. Les grandes évolutions des prix causées par la politique de concurrence sur le marché des services mobiles en France.
 2. Citez les différents degrés de concurrence d'un marché. Donnez un exemple pour chacun d'eux.
 3. La politique de concurrence est-elle toujours bénéfique au consommateur ?
 4. Repérez les externalités négatives de l'activité humaine sur l'environnement en France.
-

Thème 6 : Comment l'État peut-il intervenir dans l'économie ?

1. Les politiques sociales sont-elles suffisantes pour lutter contre les inégalités ?
 2. L'intervention de l'État français permet-elle de protéger les biens communs ?
 3. La politique budgétaire de l'État est-elle efficace en temps de crise ?
 4. Les actions de l'État sont-elles efficaces pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages ?
 5. La réduction des prélèvements obligatoires favorise-t-elle la croissance économique ?
-

Thème 7 : Quelle est l'influence de l'État sur l'évolution de l'emploi et du chômage ?

1. L'intervention de l'État suffit-elle pour agir sur l'offre de travail ?
 2. Décrivez les effets économiques attendus de l'investissement en capital humain.
 3. Distinguez le taux d'emploi et le taux de chômage.
 4. Repérez les éléments qui expliquent la pénurie de main d'œuvre.
 5. Les mesures de politique de l'emploi mises en œuvre en France.
 6. L'intervention de l'État sur le marché des carburants modifie-t-elle les mécanismes de marché ?
-

Thème 8 : Comment organiser le commerce international dans un contexte d'ouverture des échanges ?

1. La rareté est-elle la seule cause du déficit commercial français ?
 2. Évolution des échanges de biens de la France avec l'étranger.
 3. Caractérissez la concentration des marchés internationaux des métaux.
 4. Les firmes multinationales (FMN) et les investissements directs à l'étranger (IDE).
 5. Les multinationales françaises influencent-elles le déficit commercial de la France ?
-

Thème 9 : Comment concilier la croissance économique et le développement durable ?

1. L'intervention de l'État français permet-elle de protéger les biens communs ?

2. Commentez l'évolution des postes de dépenses de la protection de l'environnement en France.
 3. Commentez la situation des finances publiques en France depuis 2018.
 4. Les actions de l'État sont-elles efficaces pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages ?
 5. Les politiques économiques mises en œuvre dans la Loi de finances rectificative 2022.
-

Autres Questions spécifiques (thèmes transversaux)

1. Distinguez la logique d'assistance de la logique d'assurance en présentant un exemple pour chacune d'elle.
2. Montrez que la hausse des prix a des conséquences inégales sur les ménages français.
3. Distinguez les notions de biens collectifs et de biens communs.
4. Identifiez en quoi la baisse des prélèvements obligatoires peut être source de compétitivité des entreprises et d'attractivité du territoire.
5. Présentez les deux types d'intervention de l'État sur le secteur des télécommunications.
6. Décrivez l'évolution des difficultés de recrutement selon les secteurs d'activité.
7. Expliquez les freins à l'emploi pour les offreurs de travail.
8. Identifiez les mesures de politique de l'emploi mises en œuvre en France.
9. Comparez les effets de l'évolution des flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) sur le PIB en France entre 2005 et 2021.
10. Expliquez en quoi l'actuelle combinaison des facteurs de production en France contribue à l'attractivité du pays.
11. Justifiez la nécessité de la mise en place des mesures de contrôle des investissements étrangers.
12. Rappelez le lien entre offre, demande et prix des biens et services.
13. Présentez les mécanismes qui expliquent les augmentations actuelles des prix.
14. Retrouvez par le calcul, l'élasticité prix de la demande d'énergie entre juillet 2021 et juillet 2022.
15. Expliquez les comportements des ménages face aux augmentations de prix.
16. Distinguez le déficit public de la dette publique et retrouvez par le calcul le déficit public pour l'année 2021.
17. Commentez l'évolution des dépenses et des recettes publiques des administrations publiques.
18. Montrez en quoi les dépenses publiques favorisent la consommation.
19. Expliquez les principales politiques économiques mises en œuvre dans la Loi de finances rectificative 2022.
20. Décrivez l'évolution des échanges de biens de la France avec l'étranger.
21. Expliquez les conséquences de la rareté attendue des métaux sur le déficit commercial français.
22. Établissez un lien entre les politiques de relance mises en place en France et la hausse des importations.
23. Identifiez les éléments du plan de relance mené par la France depuis 2020, qui correspondent à une politique d'offre.
24. Rappelez la composition du revenu primaire des ménages.
25. Présentez les mesures mises en œuvre par l'État pour corriger les inégalités socio-économiques.

26. Distinguez le taux d'emploi et le taux de chômage.
27. Repérez les éléments qui expliquent la pénurie de main d'œuvre.
28. Décrivez les effets économiques attendus de l'investissement en capital humain.
29. Expliquez comment les mesures mises en œuvre par l'État agissent sur le marché du travail.
30. Commentez la situation des finances publiques en France depuis 2018.
31. Montrez que l'intervention de l'État français sur le marché des carburants modifie les mécanismes de marché.
32. Montrez que les entreprises publiques influencent le budget de l'État.